

Energie - Gaz à effet de serre

CO2: chercheurs européens cherchent fonds, désespérément

Le 19 avril 2012 par Valéry Laramée de Tannenber



A Weyburn, au Canada, on injecte le CO2 d'une centrale de gazéification de charbon.

Réunis à Venise, les spécialistes européens du stockage géologique du gaz carbonique désespèrent de trouver l'argent nécessaire à la poursuite de leurs travaux.

Pour la 7e année consécutive, l'île vénitienne de San Servolo accueille, cette semaine, le congrès de CO2 Geonet. Derrière cet énigmatique acronyme se cache le gratin de la recherche européenne sur le stockage géologique du gaz carbonique.

«C'est un réseau d'excellence européen réunissant 300 scientifiques de 13 instituts de recherche qui

travaillent sur le stockage du CO2», résume sa présidente, Isabelle Czernichowski-Lauriol. «Dans ce réseau unique au monde, nous réunissons toutes les disciplines nécessaires à la constitution d'une expertise: des géosciences à la biologie, en passant par l'écologie», poursuit la chercheuse du BRGM.

Au fil des ans, ce réseau a su constituer une somme de connaissances et d'expériences qu'il entend bien capitaliser. «Même si chaque site est particulier, nous savons que la géologie du continent peut accueillir plusieurs siècles d'émissions industrielles», rappelle-t-elle.

Faute d'accès aux données produites par les géologues des compagnies gazières et pétrolières, les scientifiques ont développé des trésors d'ingéniosité pour améliorer leur capacité de modélisation: «Ce qui est indispensable lorsqu'il s'agit de caractériser une structure géologique», souligne Pascal Audigane, du BRGM.

De l'avis des experts, le potentiel du captage-stockage de CO2 (CSC) est considérable. «Si l'on prend les rapports du Giec, de l'Agence internationale de l'énergie ou d'autres, on escompte pouvoir réduire de 20% les émissions anthropiques de gaz carbonique grâce au CSC», confirme Catherine Truffert, directrice de la recherche du BRGM. «Ce potentiel est d'ailleurs validé et pris en compte par la feuille de route européenne à 2050», poursuit Isabelle Czernichowski-Lauriol.

Dans les années passées, scientifiques et industriels concernés ont naturellement considéré cette technologie comme l'arme fatale climatique. Le pétrogazier norvégien Statoil n'a cessé de faire visiter sa plate-forme gazière de Sleipner, qui injecte dans le sous-sol de la mer du Nord le gaz carbonique indésirable. Même enthousiasme chez BP, fier de son pilote d'In Salah (Algérie), ou chez EnCana, premier au monde à avoir mis en œuvre un système complet, allant du captage à l'injection, en passant par le transport du CO2 par pipeline.

Sous l'impulsion de la Commission, des projets surgissent un peu partout en Europe. En Allemagne, en Italie, en Espagne, en Pologne, en France scientifiques et industriels s'allient pour valider les techniques de captage, de transport du CO2, d'injection et de contrôle de l'étanchéité des réservoirs. En 2008, Bruxelles fixe le cap: une douzaine de centrales électriques à CSC devront être en exploitation avant 2020.

Tout semble prêt pour passer à la vitesse supérieure: celle des expérimentations de taille industrielle, ultime étape avant la mise sur le marché de centrales thermiques ou d'usines véritablement «zéro émission» (à l'atmosphère).

Problème, l'enthousiasme de ces dernières années a disparu. «Avec la crise financière, qui a brutalement ralenti la production industrielle, et la diminution de la production des centrales au charbon, la plupart des pays européens ont atteint l'objectif fixé par le protocole de Kyoto et n'ont pas l'intention d'aller plus loin, pour le moment. Ce qui explique, par exemple, pourquoi le gouvernement britannique n'a toujours pas transcrit la directive sur le CSC», résume, un brin amer, Nick Riley, du British Geologic Survey (BGS).

Londres vient bien de relancer un concours pour la réalisation d'une centrale thermique captant le gaz carbonique pour l'injecter dans le sous-sol de la mer du Nord. Mais après l'échec du premier appel d'offres, il y a quelques mois, il n'est pas certain que les électriciens britanniques donnent suite.

En France, les principaux programmes de recherche sur le captage géologique ont capoté ou sont mal en point.

Initiateur d'un projet original d'injection du gaz carbonique produit par des turbines brûlant du biogaz de décharge, Veolia a interrompu son projet de Claye-Souilly, notamment en raison des protestations des associations locales.

Retardé par des problèmes techniques, le projet de Lacq, conduit par Total, pourrait finalement

aboutir au relâchement du dioxyde de carbone dans l'atmosphère, faute d'accord avec l'administration.

Conduit par GDF Suez et Total, France Nord (un programme de caractérisation d'aquifère salin susceptible de recevoir 200 millions de tonnes de CO2) donne de piètres résultats. Il pourrait être arrêté avant la fin de l'année.

Lancé par ArcelorMittal, le projet de Florange n'est pas en meilleure posture. D'un coût supérieur à 500 millions d'euros, ce projet de captage-transport et stockage de CO2 de taille industrielle, n'a pas bouclé son budget. Pour le moment, seul le gouvernement français a réuni environ 150 M€. Reste à trouver le reste.

Dans l'esprit des promoteurs de ce projet unique en Europe, le solde devait être apporté par l'Europe. La Banque européenne d'investissement (BEI) s'est vu allouer 300 millions de quotas d'émission pour financer des opérations de ce genre.

A l'époque, ledit quota flirtait avec les 15 €, ce qui laissait augurer une enveloppe de 4,5 Md€. De quoi participer au montage d'une petite dizaine de projets. Trois ans plus tard, le quota cote entre 6 et 7 €. Pas de quoi remonter le moral des partisans du CSC.

La question (financière) centrale du colloque de San Servolo reste donc sans réponse. L'argent, la volonté des politiques et des industriels manquent toujours à l'appel pour que les scientifiques achèvent leurs travaux.

Seule solution, proposée par Derek Taylor du Global CCS Institute: «*On est pressés par le temps, il faut donc faire entendre notre message*». Il n'est pas sûr que ce prosélytisme désespéré suffise à remplir les caisses.



0€ d'impôt pendant 15 ans

Ne payez plus d'impôt grâce à la Loi Scellier... ATTENTION dernière année pour en profiter !

» Cliquez ici



Les Offres Éphémères BMW

Profitez de la BMW 118d 143ch récente équipée de BMW ConnectedDrive pour 295€/mois.

» Cliquez ici



Le Crédit Cetelem !

Découvrez les possibilités de crédits Cetelem. Simulez votre crédit en ligne !

» Cliquez ici



Hôtel à Paris dès 59€

59€ au lieu de 85€ pour une nuit à Paris. Comparez les prix et économisez 31%. | trivago.fr

» Cliquez ici

Publicité  Ligatus